

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAUX C 3 - D 3 - D 4 - SE 2

Numéros dans les séries spéciales :

2687 TM - 367 BA

INSTRUCTION N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

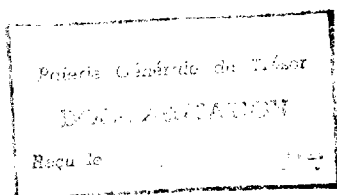
CLASSEMENT
B 1

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du



MARCHÉS PUBLICS

VARIATIONS DE PRIX

ANALYSE

Diffusion auprès des comptables de trois circulaires du Ministre de l'Economie et des Finances et d'un communiqué du Secrétaire Général de la Commission centrale des marchés.

DOCUMENTS A ANNOTER :

Instruction n° 73-165 - B 1 du 3 décembre 1973.
Instruction n° 74-41 - B 1 du 7 mars 1974.
Instruction n° 74-89 - B 1 du 13 juin 1974.
Note de service n° 73-761 - B 1 du 13 décembre 1973.

L'évolution de la conjoncture a récemment conduit le Ministre de l'Economie et des Finances à prendre certaines décisions affectant le régime des prix des marchés publics, de travaux et de fournitures.

Les textes découlant de ces décisions ont été portés à la connaissance des comptables au moyen des instructions citées en référence ; ils viennent d'être complétés par deux nouveaux documents que les comptables voudront bien trouver reproduits en annexes à la présente instruction :

— Communiqué du Secrétaire Général de la Commission centrale des marchés en date du 10 juin 1974, relatif à la révision des prix des marchés de travaux immobiliers conclus au nom de l'Etat ;

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE
SIA	RF	P	TAC	PGA	PA	BA
EPA	EPI	EPSC	CCM	HLM	VIL	RIC
TCE	ASA	UGAP				

DIFFUSION
G

28

INSTRUCTION

**N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974**

Pour l'application de l'arrêté du 30 avril 1974 et de la circulaire du même jour, ce communiqué contient deux modèles de clause de neutralisation des variations de salaires selon que le marché se réfère :
soit aux index-construction,
soit aux index-travaux publics ou bâtiment, ou comporte une formule paramétrique.

- Circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 14 juin 1974, relative à l'incidence des hausses de prix de certaines matières premières et de l'énergie sur les marchés publics de fournitures et de services ;

Cette circulaire détermine les règles selon lesquelles les titulaires de certaines catégories de marchés publics de fournitures et de services qui subissent des hausses de prix qu'ils ne pouvaient raisonnablement prévoir lors de l'établissement des offres, peuvent être admis au bénéfice d'une indemnité.

La présente instruction comporte également en annexes deux autres circulaires du Ministre de l'Economie et des Finances :

- en date du 28 juin 1974, relative à la régularisation de certains marchés publics concernant la campagne 1973-1974 de chauffage des bâtiments,
- en date du 4 juillet 1974 indiquant les solutions à apporter à certains problèmes posés par l'exécution des marchés publics de fourniture de fuel-oils.

Les comptables et les contrôleurs financiers locaux sont invités à veiller à la bonne application des présentes dispositions.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,

PIERRE BONNAFY.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ANNEXE N° 1

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

COMMISSION CENTRALE
DES MARCHÉS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le 10 juin 1974.

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA
COMMISSION CENTRALE DES MARCHÉS

OBJET : Révision des prix des marchés de travaux immobiliers conclus au nom de l'Etat.

I. — MARCHÉS NOUVEAUX. — CLAUSE DE NEUTRALISATION DES VARIATIONS
DE SALAIRES

L'arrêté et la circulaire du 30 avril 1974 parus au journal officiel du 3 mai 1974 ont fixé de nouvelles règles de détermination des prix pour les marchés conclus à prix révisables et dont le mois d'établissement des prix est inclus dans la période comprise entre mai et décembre 1974. La circulaire prévoit une marge de neutralisation des variations de salaires à la charge des entreprises contractantes :

- de 3 % si la durée d'exécution totale prévue est égale ou inférieure à dix-huit mois ;
- de 5 % si cette durée est supérieure à dix-huit mois.

Cette marge ne concerne que les variations de salaires, à l'exclusion des charges annexes.

Pour l'application des nouveaux textes, les clauses de révision des prix pourront être rédigées :

- conformément au modèle de l'annexe I, s'il s'agit de marchés se référant aux index-construction ;
- ou au modèle de l'annexe II, s'il s'agit de marchés utilisant les index de prix de travaux publics, les index bâtiment, ou comportant une formule paramétrique.

Dans ce dernier cas, la clause-type permet de calculer forfaitairement la neutralisation des variations de salaires tout en évitant la décomposition, au sein de chaque index, du terme $S(1 + K)$ en salaire et charges.

II. — MARCHÉS EN COURS — LIANTS HYDRAULIQUES

La circulaire du 30 avril 1974 relative aux mesures applicables aux marchés de travaux immobiliers en cours d'exécution passés au nom de l'Etat autorise la prise en compte de la hausse des prix des liants hydrauliques pour l'octroi éventuel d'une indemnité aux titulaires de marchés publics de travaux. Il est précisé à la suite de nombreuses demandes d'interprétation que, pour les marchés conclus à prix fermes, le résultat du calcul de révision doit être multiplié par 0,6 lorsque le mois d'établissement du prix est postérieur à décembre 1973 et antérieur à mai 1974.

ANNEXE I

MODELE DE CLAUSE DE NEUTRALISATION DES VARIATIONS DE SALAIRES
A INSERER DANS LES MARCHES FAISANT REFERENCE AUX INDEX
CONSTRUCTION

La formule de révision sera du type

$$F = 0,15 + 0,85 (Z - N)$$

dans laquelle

Z est la partie variable comprenant un ou plusieurs index

N est le correctif de neutralisation des variations de salaires

La valeur du correctif N sera prise égale à :

S

$N = 0$ si $\frac{S}{S_0}$ est inférieur ou égal à 1 ;

$N = r \left(\frac{S}{S_0} - 1 \right)$ si $\frac{S}{S_0}$ est compris entre 1 et 1,03 ou 1,05 selon le cas ;

$N = r \times 0,03$ si $\frac{S}{S_0}$ est supérieur ou égal à 1,03.

ou

$N = r \times 0,05$ si $\frac{S}{S_0}$ est supérieur ou égal à 1,05.

S₀ est l'indice départemental des salaires du bâtiment et des travaux publics pour le mois de lecture des valeurs initiales.

S est la valeur de ce même indice pour le mois de révision considéré.

r est le pourcentage de salaire du corps d'état considéré, à l'exclusion des charges.

Les différentes valeurs de « r » sont les suivantes :

Gros œuvre, y compris terrassements, béton armé, plâtrerie, carrelage, revêtements	0,31
Gros œuvre non compris béton armé, plâtrerie, carrelage et revêtements	0,31
Béton armé	0,34
Plâtrerie	0,46
Pierre prétaillée	0,09
Carrelage, faïence, granito	0,20
Linoléum et tapis caoutchouc	0,09
Dallage magnésien	0,35
Revêtements plastiques	0,16
Moquette	0,05

Etanchéité	0,17
Charpente et escalier bois	0,24
Couverture et métaux non ferreux	0,26
Couverture en plaques	0,20
Couverture en tuiles et ardoises	0,21
Charpente et menuiserie métallique, serrurerie	0,31
Menuiserie bois, quincaillerie	0,30
Parquets	0,09
Plomberie, sanitaire	0,13
Chauffage, fumisterie	0,26
Vitrerie	0,31
Peinture, tenture	0,47
Electricité	0,32
Tous corps d'Etat	0,28

ANNEXE II

MODELE DE CLAUSE DE NEUTRALISATION DES VARIATIONS DE SALAIRES
A INSERER DANS LES MARCHES UTILISANT LES INDEX TRAVAUX
PUBLICS OU BATIMENT OU COMPORTANT UNE FORMULE PARAMETRIQUE

La formule de révision sera du type

$$F = 0,15 + 0,85 (Z - N)$$

dans laquelle

Z est la partie variable comprenant un ou plusieurs index ou paramètres.

N est le correctif de neutralisation des variations de salaires.

La valeur du correctif N sera prise égale à :

$$N = 0 \text{ si } \frac{S}{S_0} \text{ est inférieur ou égal à } 1 ;$$

$$N = v \left(\frac{S}{S_0} - 1 \right) \times 0,65 \text{ si } \frac{S}{S_0} \text{ est compris entre } 1 \text{ et } 1,03 \text{ ou } 1,05 \text{ selon le cas ;}$$

$$N = v \times 0,03 \times 0,65 \text{ si } \frac{S}{S_0} \text{ est supérieur ou égal à } 1,03$$

ou

$$N = v \times 0,05 \times 0,65 \text{ si } \frac{S}{S_0} \text{ est supérieur ou égal à } 1,05.$$

S₀ est l'indice national ou départemental des salaires du bâtiment et des travaux publics pour le mois de lecture des valeurs initiales.

S est la valeur de ce même indice pour le mois de révision considéré.

v est la valeur du coefficient du terme salaires plus charges, S (1 + k), pour chaque index ou celle retenue dans la formule paramétrique.

Valeur de v, coefficient du terme S (1 + k), dans les index T. P. :

TP 34	0,38	TP 345	0,30
TP 340	0,50	TP 347	0,30
TP 341 a	0,37	TP 346	0,54
TP 341 b	0,38	TP 338	0,38
TP 341 c	0,36	TP 343 bis	0,45
TP 342	0,31	TP 345 bis	0,51
TP 343	0,31	TP 347 bis	0,51
TP 344	0,45		

Valeur de v, coefficient des salaires et charges dans les index bâtiment :

BT 01	45	BT 25	19
BT 02	45	BT 26	41
BT 03	50	BT 27	38
BT 04	50	BT 28	43
BT 05	50	BT 29	44
BT 06	53	BT 30	40

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

BT 07	35	BT 31	40
BT 08	50	BT 32	40
BT 09	50	BT 33	40
BT 10	30	BT 34	40
BT 11	25	BT 35	40
BT 12	18	BT 36	44
BT 13	30	BT 37	48
BT 14	45	BT 38	40
BT 15	30	BT 39	25
BT 16	30	BT 40	40
BT 17	30	BT 41	35
BT 18	37	BT 42	42
BT 19	37	BT 43	37
BT 20	37	BT 44	50
BT 21	37	BT 45	35
BT 22	37	BT 46	56
BT 23	19	BT 47	45
BT 24	19		

Paris, le 14 juin 1974.

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

OBIET : Incidence des hausses de prix de certaines matières premières et de l'énergie sur les marchés publics de fournitures et de services.

Mes circulaires du 7 novembre 1973, 25 janvier et 5 février 1974 ont précisé dans quelles conditions les maîtres d'ouvrage pouvaient accorder des indemnités aux titulaires de marchés publics de travaux lorsque des hausses imprévisibles des prix des matières ou des produits pétroliers ne pouvaient pas être contractuellement répercutées dans les prix de règlement.

Ces dispositions trouvaient leur fondement juridique dans la théorie de l'imprévision par laquelle les tribunaux administratifs ont reconnu aux titulaires de marchés publics le droit, non pas à une révision des prix contractuels, mais à une certaine indemnisation des pertes subies du fait de l'exécution de ces contrats.

Elles avaient d'autre part pour objectif de simplifier l'établissement et la liquidation des dossiers d'indemnisation grâce à un système forfaitaire d'appréciation du « seuil de bouleversement » des contrats et d'évaluation des pertes à prendre en compte.

Cette méthode a pu être mise en place sans difficultés majeures pour les raisons suivantes :

- le domaine des travaux immobiliers comporte un nombre réduit de corps d'état et d'ouvrages ;
- les titulaires des marchés ont un statut homogène, celui des entrepreneurs (ou artisans) ;
- pour chaque type d'ouvrage, les matériaux et les produits mis en œuvre sont connus, ainsi que l'incidence moyenne de leurs prix d'achat sur le coût global d'exécution ;
- l'évolution de ces prix élémentaires peut être suivie aisément grâce aux indices ou aux séries de prix de gros publiées dans les documents officiels ou les revues spécialisées.

I. — ANALYSE DE LA SITUATION

Mon attention a été attirée sur la situation difficile que rencontrent également certains titulaires de marchés publics de fournitures ou de services qui, comme pour le cas des travaux, subissent des hausses de prix qu'ils ne pouvaient raisonnablement prévoir lors de l'établissement des offres.

La question se pose de savoir s'il est possible de dégager une méthode forfaitaire permettant, comme dans le cas des travaux, de simplifier les opérations d'établissement et de vérification des demandes d'indemnisation qui soulèvent, dans le cadre de la théorie de l'imprévision, des problèmes complexes, quelquefois sans aucune mesure avec les sommes en cause.

Les études que j'ai fait effectuer ont mis en relief plusieurs difficultés, en particulier les suivantes :

1. Le nombre et la variété des fournitures achetées par les services publics sont beaucoup plus importants que ceux des travaux immobiliers.
2. Les fournisseurs des administrations peuvent être des industriels, des artisans, des façonniers ou des commerçants (grossistes, détaillants, importateurs) et même des producteurs agricoles pour lesquels le coût de production est difficile à définir ou même n'a pas de signification.

Lorsque ce coût de production a une signification précise, il peut être difficile à déterminer ; il n'est généralement pas traduit dans une formule de variation de prix ; il ne peut a fortiori faire l'objet d'une analyse d'évolution par l'emploi d'indices élémentaires.

3. Pour les fournitures, il n'existe en général pas de repères analogues aux situations mensuelles utilisées pour les paiements d'acomptes sur marchés de travaux.

Malgré ces difficultés, la présente circulaire devrait permettre de traiter de façon assez simple les cas les plus nombreux. Elle se situe dans l'esprit de la théorie de l'imprévision mais, comme elle est forfaitaire, son domaine d'application a été volontairement limité et ses possibilités d'interprétation réduites par rapport à la circulaire du Président du Conseil en date du 18 mai 1938, toujours en vigueur, mais dont la mise à jour est à l'étude.

En dehors des cas d'application de la présente circulaire, les fournisseurs, s'ils estiment remplir les conditions prévues, ont la possibilité d'invoquer la théorie de l'imprévision auprès de l'acheteur public.

Si pour une raison quelconque, il n'est pas donné suite à la demande du titulaire, celui-ci n'a plus alors que la solution du recours devant les tribunaux compétents.

II. — DOMAINE D'APPLICATION

Les mesures préconisées par la présente circulaire sont limitées aux marchés publics de fournitures ou de services pour lesquels la demande du titulaire est déposée dans un délai maximal de deux mois après paiement du solde par le comptable.

Elles ne concernent pas :

- les marchés de produits industriels assortis d'une clause de révision des prix ;
- les marchés de services industriels spéciaux même à prix fermes ;
- les marchés dont les prix de règlement s'établissent par application d'un rabais ou d'un pourcentage à des prix figurant dans un document de référence : mercuriale, cours, barème, tarif, catalogue, bordereau, série. Le cas exceptionnel des fuel-oils a été traité par ma circulaire C.C.N. 20-694 du 29 novembre 1973.

Seuls peuvent être pris en considération les marchés d'une durée de plus de six mois comptée à partir du mois d'établissement ou de mise à jour des prix ou, lorsque celui-ci n'est pas précisé, le mois fixé pour la réception des offres et à condition, dans les deux cas, que ce mois soit antérieur à février 1974. Toutefois, lorsque le fournisseur a accepté la reconduction d'un marché à commandes ou de clientèle, il n'y a pas lieu de lui accorder une indemnité pour les tranches soldées.

Lorsque toutes ces conditions sont remplies, j'autorise mes services à accepter les engagements et les règlements d'indemnités que les acheteurs décideraient d'octroyer aux titulaires qui en feraient la demande, sous la seule réserve que soient respectées les règles indiquées ci-dessous.

III. — LES PRODUITS INDUSTRIELS SPÉCIAUX

Il est rappelé que ces produits sont ceux qui sont exécutés à la demande particulière d'un client, pour ses besoins spéciaux, et selon des spécifications techniques définies ou acceptées par ce client.

Lorsque ces produits ont été achetés à prix fermes, le calcul de l'indemnité ne pourra faire intervenir que les majorations imprévisibles des prix ayant affecté les éléments suivants :

- métaux non ferreux et demi produits en métaux non ferreux ;
- produits sidérurgiques et ferrailles ;
- ensemble des produits de la première transformation de l'acier ;
- fibres textiles naturelles, artificielles et synthétiques ;
- caoutchouc naturel ou synthétique ;
- cuirs et peaux bruts ;
- pâtes à papier ;
- grumes et sciages ;
- matières premières dérivées du pétrole et du charbon ;
- combustibles solides, liquides et gazeux ;
- liants hydrauliques.

Il conviendra d'autre part, en se référant à la formule de variation de prix qui aurait pu être utilisée, compte tenu du secteur industriel concerné, pour des marchés conclus à prix révisables, de s'assurer que la part de ces éléments atteint globalement au moins 20 %.

L'évolution des indices représentatifs des prix de ces éléments est prise en compte entre le mois d'établissement des prix (ou le mois fixé pour la réception des offres) et le mois d'approvisionnement des matières. Il n'est toutefois tenu compte que des approvisionnements effectués postérieurement à juin 1973.

Dans ces conditions, le calcul se présentera comme une révision partielle : l'indemnisation sera le résultat de cette révision, multiplié par un coefficient au plus égal à 0,7. Ce coefficient correspond à l'idée que le fournisseur est réputé s'être couvert au moins partiellement des hausses des prix des matières, qu'il est présumé avoir prévu une marge bénéficiaire et qu'en tout état de cause il convient seulement de participer à la perte qu'il subit.

IV. — LES PRODUITS COURANTS ET SERVICES COURANTS DONT LES PRIX SONT ÉTABLIS DANS LE CADRE DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE DES PRIX

Pour ces prestations, mon arrêté du 5 février 1974 a ouvert la possibilité aux acheteurs publics de déterminer les prix de règlement des marchés nouveaux par référence à la réglementation générale des prix, et plus particulièrement aux accords de programmation et aux conventions nationales ou départementales.

Des demandes ne peuvent être reçues pour les marchés en cours que pour des fournitures ou services faisant appel, dans une proportion qui peut être raisonnablement estimée à 20 % au moins, aux matières premières et produits énumérés au chapitre III de la présente circulaire ainsi qu'aux produits alimentaires visés à l'article 2 de mon arrêté du 5 février 1974 ; elles ne seront prises en considération que pour les fournitures livrées, ou pour les services exécutés après le mois de juin 1973.

Pour les fournitures, la répercussion à prendre en compte sera la moitié au maximum des majorations résultant des autorisations réglementaires concernant la prestation objet du marché. Ce coefficient de 0,5 est plus faible que celui applicable aux produits spéciaux en raison de l'incorporation de hausses de salaires dans les majorations autorisées.

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

Pour les services catalogables, les majorations autorisées seront prises en compte avec un coefficient de 0,4 au maximum, pour tenir compte du fait que les matières interviennent en général en plus faible proportion dans les services que dans les fournitures.

Dans les cas où il existe un catalogue encadré par la réglementation générale des prix, il peut être plus expédient de tenir compte des variations de prix du catalogue avec application des coefficients ci-dessus.

V. — DISPOSITIONS DIVERSES

Si une indemnité est attribuée dans le cadre de la présente circulaire, elle se traduira nécessairement par un avenant accompagné des justifications nécessaires et comportera une clause par laquelle le titulaire renonce à tout recours ultérieur fondé sur l'imprévision.

Dans le souci d'allègement des procédures administratives, je demande au rapporteur général des commissions spécialisées des marchés d'examiner, de concert avec les présidents intéressés, les conditions dans lesquelles les projets d'avenants établis dans le cadre de la présente circulaire pourraient être dispensés de l'examen sélectif, ou même, dans certains cas, de l'expédition des dossiers habituels.

*
**

Je vous serais obligé de porter la présente circulaire à la connaissance de vos services et de la transmettre aux collectivités, établissements et entreprises dont vous avez la tutelle, en leur faisant part de mon vœu que le bénéfice des dispositions envisagées soit accordé sous réserve que l'indemnité justifie les frais qu'implique la passation d'un avenant tant pour l'administration que pour l'entreprise, c'est-à-dire représente une part non négligeable du montant du marché.

J.-P. FOURCADE.

N° 932

Paris, le 28 juin 1974

Le MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

OBIET : Régularisation de certains marchés publics concernant la campagne 1973-1974 de chauffage des bâtiments.

Dès le mois de novembre 1973, l'augmentation importante des prix des différentes sources d'énergie employées pour le chauffage des immeubles a conduit les gestionnaires et les usagers des locaux administratifs à prendre certaines mesures d'économie.

Dans le cas le plus général, et conformément aux directives données par le Gouvernement, c'est le programme de chauffe qui a été modifié :

- les températures intérieures des locaux ont été réduites par rapport à celles des campagnes précédentes ; il en a parfois été de même pour la fourniture d'eau chaude sanitaire ;
- dans les bureaux, les salles de classe, les salles de réunion, etc., certains aménagements ont, en outre, été apportés au régime de chauffe en fin de semaine, en période de vacances ou pendant les journées de fermeture.

Par ailleurs, en vue de réduire les déperditions de chaleur, certains travaux, qui avaient pu être négligés jusque là, ont été réalisés car ils se révélaient désormais très rentables : réglage des brûleurs et du tirage, suppression des fuites, réfection ou mise en place de calorifuges, etc.

Les réductions de consommation d'énergie résultant de ces mesures se sont automatiquement traduites par une réduction des dépenses :

- dans le cas où les gestionnaires et usagers achètent directement les combustibles ou la chaleur (par exemple, raccordement à un réseau urbain de vapeur ou d'eau chaude) ;
- lorsqu'une entreprise chargée de la conduite de la chaufferie facture le combustible sur pièces justificatives ;
- ou enfin, lorsqu'un marché d'exploitation de chauffage prévoit le paiement de la chaleur mesurée par un compteur.

Il n'en est pas de même lorsque les marchés ont été conclus à forfait, fourniture du combustible incluse :

- soit avec un prix global de campagne de chauffe ;
- soit sur la base de la température extérieure et de la durée (ou degrés-jours).

Il est rappelé à cet égard que le contrat impose au titulaire une obligation de résultat, qui est de maintenir certaines températures dans les locaux pendant une certaine période ; le prix P qui rémunère cette obligation, et qui résulte de la concurrence initiale, est décomposé en éléments partiels, qui sont réputés correspondre aux différentes prestations fournies par le titulaire. La partie du prix qui est réputée correspondre à la fourniture de combustible est appelée P1 ; sa valeur, qui était initialement comprise entre les deux tiers et les trois quarts de P, correspond au programme de chauffe qui avait été fixé lors de la conclusion du contrat, compte tenu de l'état de l'immeuble et de l'installation à cette époque.

Or, dans le cas du prix global de campagne, P 1 n'est ajustable qu'en fonction de la durée de la période effective de chauffage ; dans le cas des degrés-jours, P 1 n'est ajustable qu'à raison des degrés-jours constatés pendant la période effective de chauffage. En général, les marchés de ce type n'ont pas prévu d'ajustement pour le changement des températures intérieures contractuelles.

Normalement, ce changement, ainsi que certaines interventions techniques, ont été convenus entre le client et le titulaire, moyennant des ordres de service ou des accords écrits.

Il est donc nécessaire d'en tirer par avenant les conséquences sur le plan des prix :

- d'une part, pour réduire le prix de règlement de la campagne 1973-1974 ;
- d'autre part, pour introduire une clause d'ajustement du prix en fonction des températures contractuelles susceptibles d'être fixées pour les campagnes de chauffe suivantes, si le marché n'est pas venu à expiration.

L'évaluation de la réduction de P 1 — et par conséquent du prix P — n'est pas simple, car elle fait intervenir des facteurs propres à chaque immeuble et à chaque région climatique. Elle doit tenir compte, en outre, des conditions très spéciales de la campagne de chauffe 1973-1974.

Celle-ci étant maintenant terminée, les gestionnaires concernés trouveront ci-dessous une base de négociation de l'avenant de régularisation.

a) RÉDUCTION DE LA TEMPÉRATURE INTÉRIEURE

La réduction du terme P 1 fait nécessairement intervenir le nombre des « degrés-jours unifiés » ou DJU. Ce nombre peut être fourni par la station météorologique désignée au contrat, ou, à défaut, par le service météorologique métropolitain (1). Soit r ce pourcentage de réduction de P 1. Une formule simplifiée peut être utilisée :

$$r = \frac{100 \text{ nd}}{\text{DJU} + n(t - 19)}$$

dans laquelle : — n représente le nombre de jours de la période contractuelle de chauffage,

— d représente le nombre de degrés Celsius de réduction de la température contractuelle,

— t représente la température intérieure initialement prévue au contrat.

Quelques exemples des résultats donnés par cette formule sont indiqués ci-après :

VILLE	PERIODE DE CHAUFFAGE	n	t	d	r
Nancy	10 octobre - 10 mai.	212	22	2	12,6 %
Marseille	20 octobre - 30 avril.	192	21	1	9,2 %
Paris (banlieue Nord) .	10 octobre - 30 avril.	202	22	2	14 %

Bien entendu, cette correction est indépendante de celle qui est prévue par le contrat pour tenir compte de la durée réelle de chauffage.

La formule ci-dessus s'applique en principe à une réduction de température de d degrés sur toute la période de chauffage. Si la réduction a été modulée dans le temps, il est possible de faire intervenir une réduction moyenne de température.

(1) Division « climatologie » 2, avenue Rapp - 75340 Cedex Paris 07.

Aucune formule ne peut en revanche être proposée pour une réduction du chauffage dans une partie seulement d'un bâtiment. Une certaine approximation peut cependant être obtenue en décomposant l'élément P 1 en différentes parties proportionnellement aux volumes à chauffer et en tenant compte ensuite des réductions de température.

b) DIMINUTION DE LA TEMPÉRATURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE.

La réduction en pourcentage du terme « e » du contrat, qui est le prix du réchauffage du m³ d'eau, s'exprime par la formule :

$$r = \frac{100 d}{t - 15}$$

où d est le nombre de degrés de réduction de la température
t de l'eau chaude initialement fixée au contrat.

Exemple d'application :

$$t = 65^{\circ} \text{ C}$$

$$d = 10^{\circ} \text{ C}$$

$$r = \frac{1000}{50} = 20 \%$$

c) AUTRES MODIFICATIONS

Les travaux qui ont pu être effectués à l'initiative des propriétaires ou gestionnaires des locaux pour améliorer l'isolation des installations ou des bâtiments ont dû avoir une conséquence sur la consommation de chaleur, mais il n'est généralement pas possible de calculer l'économie réalisée ; elle peut seulement être négociée de façon empirique. Il est nécessaire d'en faire mention dans l'avenant, car il s'agit de modifications des conditions techniques d'exploitation, et celles-ci feront sentir leur effet de façon durable.

Je vous serais obligé de porter la présente circulaire à la connaissance de vos services et de la transmettre aux collectivités, établissements et entreprises dont vous avez la tutelle.

Pour le Ministre de l'Economie et des Finances
et par délégation :

*Le Secrétaire Général
de la Commission Centrale des Marchés,*

P. GISSEROT.

LE MINISTRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 950

Paris, le 4 juillet 1974

Le MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

OBJET : Solutions à apporter à certains problèmes posés par l'exécution des marchés publics de fourniture de fuel-oils.

L'exécution de certains marchés publics de fourniture de fuel-oils conclus en 1973 a pu se heurter à deux sortes de problèmes :

1. — LA MODIFICATION DE STRUCTURE DES BARÈMES.

A partir du 27 octobre 1973, la structure des barèmes de fuels-oils publiés au *Bulletin officiel des services des prix* a été modifiée :

- Pour le fuel-oil domestique et le fuel-oil léger spécial, un poste supplémentaire a été introduit dans la tarification en fonction des livraisons unitaires ; les écarts entre les différents postes ont été réduits ; en outre la notion de « marchés de gros » a été supprimée et remplacée par celle d'expédition par bateau-citerne, par wagon-réservoir et par pipeline.
- Pour les fuel-oils lourds, les prix « franco installation de l'acheteur » ont été remplacés par des prix « départ raffinerie ou point normal d'importation de cote nulle » ; simultanément, pour les marchés de détail, les tarifs différenciés en fonction des livraisons unitaires ont été supprimés.

2. — LES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE COMMERCIALISATION.

Certains contrats conclus à une époque où la concurrence était très vive comportaient d'importantes remises par rapport aux barèmes officiels. Cela était possible parce que les titulaires de marchés publics obtenaient de leur côté des conditions de prix intéressantes auprès de leurs fournisseurs habituels ou à l'importation.

Or, à partir du second semestre de 1973, les remises qu'ils obtenaient à l'achat se sont amenuisées ; vers la fin de l'année, les approvisionnements directs à l'importation ont été réduits ou même ont complètement disparu.

Certains titulaires de marchés publics, qui demeuraient tenus de respecter leurs engagements contractuels, se sont alors trouvés dans une situation difficile et totalement imprévisible : ma circulaire du 29 novembre 1973 a permis d'apporter à cette situation des solutions *provisoires* aussi bien au plan de l'approvisionnement qu'en ce qui concerne les prix de règlement.

*
**

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

Les dispositions suivantes doivent permettre aux acheteurs publics concernés de régler définitivement les difficultés qui ont pu naître des circonstances évoquées ci-dessus.

A. — *Ajustement des contrats en fonction des nouveaux barèmes.*

a) *Fuel-oils domestiques et légers.*

Pour les rares marchés conclus à prix de gros, la nouvelle définition des « prix départ » ne nécessite pas la modification des clauses initiales dans les cas où la livraison est effectuée par wagons-réservoirs ou par bateaux-citernes. En cas de livraison par camions-citernes, il n'apparaît pas non plus nécessaire de modifier les clauses initiales.

Pour les autres contrats, l'apparition d'un nouveau poste de tarification n'a généralement pas dû remettre en cause l'application des clauses de prix puisque le rabais convenu peut être appliqué au poste du barème correspondant aux livraisons unitaires réellement effectuées par camions-citernes.

b) *Fuel-oils lourds.*

Dans ce cas, les marchés publics « franco » avant la publication des barèmes du 27 octobre 1973 ne pouvaient plus être correctement appliqués. Il convient donc de les rectifier par un avenant qui doit prévoir les clauses suivantes :

- le prix « franco » est remplacé par un prix « départ » ;
- dans certains cas, ce prix départ est majoré de la cote de place de la raffinerie ou du point d'importation qui dessert le point de livraison. La valeur de cette cote peut être vérifiée dans le tableau annexe n° 1 ;
- la référence aux livraisons unitaires est supprimée ;
- les frais de transport depuis la raffinerie ou le point d'importation font l'objet de justifications pour chaque livraison.

Si le rabais contractuel était exprimé en francs par tonne, l'avenant ne doit pas le modifier. S'il était exprimé en pourcentage de l'ancien prix « franco », l'avenant doit préciser qu'il s'applique au nouveau prix « départ » — éventuellement majoré de la cote de place — sur la présomption que les frais de transports sont facturés à prix coûtant.

En aucun cas, le prix « rendu » ne doit être supérieur à celui qui résulterait de l'approvisionnement à partir de la raffinerie qui dessert normalement le point de livraison, en principe la raffinerie la plus proche.

B. — *Attribution d'une éventuelle indemnité.*

a) *Principe.*

La circulaire susvisée du 29 novembre 1973 a rappelé qu'il ne saurait être conclu d'avenant modifiant les conditions de règlement du prix, sous peine de remettre en cause les conditions de la concurrence initiale.

Mais les acheteurs publics ont toujours la possibilité d'attribuer aux titulaires — dans certaines limites et moyennant certaines conditions — une indemnité de participation à la perte résultant de l'exécution d'un contrat pour des raisons imprévisibles.

Au cas présent, la perte ne provient pas de l'augmentation du barème, mais du fait que la marge brute du négociant a pu être réduite, supprimée, ou même devenir négative. Cette marge brute résulte de la combinaison des conditions d'achat par le titulaire du marché et du rabais contractuel. Il est observé à cet égard que le barème utilisé pour l'approvisionnement du titulaire du marché (par exemple C 1) n'est généralement pas le même que celui qui est cité en référence dans le contrat (par exemple C 3).

En outre, la notion de marge commerciale brute implique que les présentes dispositions s'appliquent aux négociants n'appartenant pas à un ensemble pétrolier financièrement intégré. Dans le cas contraire, il faudrait tenir compte du bilan global « production - commercialisation », ce qui serait à régler — le cas échéant — dans le cadre de la théorie de l'imprévision.

b) Conditions à remplir.

La demande doit être établie par le négociant titulaire d'un marché de fuel-oil. Le mois de réception des offres doit être antérieur à juillet 1973.

Le dossier doit parvenir dans un délai maximal de trois mois après paiement du solde par le comptable. Il doit comporter une comparaison entre :

- d'une part, le résultat financier qui aurait été obtenu, pour l'ensemble des livraisons faisant l'objet du contrat, dans les conditions commerciales qui existaient au moment de l'établissement de l'offre ;
- d'autre part, le résultat réel qui a été obtenu, aux conditions du contrat, en fonction des diverses situations qui se sont présentées au cours de l'exécution.

c) Calcul de l'indemnité.

L'exposé du détail du calcul en termes généraux étant complexe, il paraît utile de procéder à une analyse sur l'exemple cité en annexe n° 2.

La solution adoptée correspond à une application forfaitaire de la théorie de l'imprévision à laquelle il était fait allusion dans la circulaire susvisée du 29 novembre 1973 ; elle consiste, pour l'acheteur, à prendre à sa charge au maximum les trois quarts du bilan financier de l'opération, à condition toutefois que ce bilan financier soit négatif et dépasse 1 F/hl.

d) Procédure administrative.

Si l'acheteur estime que les conditions d'attribution de l'indemnité sont remplies, il lui appartient d'établir une décision motivée attributive d'une indemnité. Dans l'exemple étudié en annexe, la somme mandatée serait au maximum de 20.400 F, TVA incluse.

Une telle décision doit faire référence au marché. Lors du mandatement, elle doit être produite au comptable, accompagnée d'un décompte exposant les modalités de la liquidation de l'indemnité.

Pour les communes et les établissements publics locaux, les règles d'approbation prévues à l'article 312 du Code de l'administration communale sont applicables aux décisions prises en la matière par l'autorité compétente.

Si l'acheteur public a, en application de la circulaire du 29 novembre 1973, mis en paiement des acomptes à valoir sur l'indemnité, le montant de ces acomptes vient, bien entendu, en déduction de la somme à mandater. Dans l'hypothèse où des acomptes ainsi versés seraient supérieurs au montant de l'indemnité et où la différence ne pourrait être précomptée sur des sommes restant à payer au titre du marché, il appartiendrait à l'ordonnateur d'émettre des ordres de recettes en vue de procéder au recouvrement des sommes payées en trop.

C. — Achats effectués sans marché.

Certains distributeurs de produits pétroliers, titulaires de marchés publics ont, au cours de la campagne 1973-1974, rencontré des difficultés d'approvisionnement qui les ont mis dans l'impossibilité d'exécuter les marchés passés avec diverses administrations.

Les acheteurs publics ont donc été conduits à s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs, comme les y autorisait la lettre du 29 novembre 1973 ; mais les limites fixées par les articles 123 et 321 du Code des marchés publics pour les achats sur simple facture se sont parfois trouvées dépassées.

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

A titre exceptionnel, les comptables publics ont alors été autorisés à prendre les mesures dérogatoires à ces dispositions que justifiaient les circonstances.

Il est rappelé qu'en dehors de cette situation, le règlement des fournitures de l'espèce ne peut intervenir, au-delà des limites fixées par le Code, sans la passation d'un contrat écrit.



Je vous serais obligé de bien vouloir informer les services relevant de votre autorité et les collectivités et établissements placés sous votre tutelle du contenu de la présente circulaire.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

GUY DELORME.

COTES DE PLACE DES FUEL-OILS LOURDS

(En francs par tonne)

POINTS D'ENLEVEMENT du produit	VALEUR DE LA COTE		OBSERVATIONS
	Hors TVA	Avec TVA de 17,6 %	
<i>Points d'importation (1) :</i>			
Rouen	4	4,70	(1) pour les autres point d'importation la cote est nulle.
Honfleur	4,51	5,30	
Saint-Nazaire	1,25	1,47	
Blaye	1,73	2,03	
Bassens	2,17	2,55	
Ambes	0,84	0,99	
La Nouvelle	3	3,53	
<i>Raffineries de l'intérieur :</i>			
Valenciennes	7	8,23	
Grandpuits	7	8,23	
Strasbourg	7	8,23	
Vernon	5	5,88	
Gargenville	5	5,88	
Vern-sur-Seiche	6	7,06	
Hauconcourt	10,50	12,35	
Feyzin	12,50	14,70	

EXEMPLE DE CALCUL D'UNE INDEMNITE

Il s'agit d'un marché de fuel-oil domestique conclu en mai 1973 (mois de réception des offres - avril 1973) pour la campagne de chauffe 1973-1974. Livraisons en zone O, par camions, volumes unitaires supérieurs à 14 m³.

Le marché comportait un rabais de 10 % à appliquer au barème C 3. Au moment de la remise de l'offre, le titulaire s'approvisionnait sur la base du barème C 1 (en vigueur depuis le 3 février 1973) soit 27 F l'hectolitre, avec un rabais de 8 F/hl ; son prix d'achat était donc de $27 - 8 = 19$ F/hl.

A la même époque, le barème C 3 était de 25,40 F/hl ; le rabais étant de 2,54 F/hl, le titulaire se basait sur un prix de vente de $25,40 - 2,54 = 22,86$ F/hl qui devait lui réserver une marge brute de $22,86 - 19 = 3,86$ F/hl.

EXÉCUTION

LIVRAISON des mois de	QUANTITES en hl	APPROVISIONNEMENTS F/hl			EXÉCUTION contractuelle du marché F/hl			MARGE brute F/hl	RESULTAT par livraison F
		barème C1	remise sur C1	prix d'achat par le négociant	barème C3	remise sur C3	prix de vente à l'admini- stration		
Septembre 1973	1.000	27	6	21	25,40	2,54	22,86	+ 1,86	+ 1.860
Nov. et déc. 1973	2.000	34	3,50	30,50	31,70	3,17	28,53	— 1,97	— 3.940
Fév. et avril 1974	2.000	50,60	3,50	47,10	49,10	4,91	44,19	— 2,91	— 5.820
Total	5.000								— 7.900

(*) Le Ministre du Développement industriel et scientifique avait obtenu l'assurance auprès des sociétés de raffinage que les rabais sur C1 ne seraient pas inférieurs à 3,50 F/hl. Il n'est donc pas possible de prendre en compte des rabais inférieurs à ce montant.

CALCUL DE L'INDEMNITÉ

Le titulaire *escomptait* une marge brute de :

3,86 F × 5.000 hl 19.300 F
Il a en fait, subi *une perte* de 7.900 F
Soit au total un bilan financier négatif de 27.200 F

C'est-à-dire 5,44 F/hl, valeur supérieure à 1 F/hl.

INSTRUCTION
N° 74-112 - B 1
du 30 juillet 1974

L'indemnité pouvant être attribuée au titulaire est égale au maximum aux trois quarts de 27.200 F, soit 20.400 F ou encore 4,08 F/hl.

La situation se présente en définitive de la façon suivante :

— paiements totaux aux conditions du contrat	168.300 F
— plus indemnité	20.400 F
— paiement total	188.700 F
— pour un prix d'achat de	176.200 F
— la différence représente une marge brute de	12.500 F

Soit 2,50 F/hl au lieu des 3,86 F escomptés.

Il reste donc à la charge du titulaire :

3,86 — 2,50 = 1,36 F/hl
(vérification : 5,44 — 4,08 = 1,36).